

Communiqué de presse

Sujet	Les Vert'libéraux lancent leur première initiative populaire
Contact	Martin Bäumle, président, 079 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Case postale 367, 3000 Berne 7 Tél : +41 31 322 60 57 suisse@vertliberaux.ch , www.grunliberale.ch
Date	6 novembre 2010

Les Vert'libéraux lancent leur première initiative populaire

Lors de leur Assemblée des délégués à Bienne, les Vert'libéraux suisses ont décidé de lancer une initiative populaire basée sur leur projet « remplacer la TVA par un impôt sur l'énergie ». Le parti est convaincu que le chemin qui mène à la société à 2000 Watts passe par l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le changement doit être amené par des incitations financières et c'est pourquoi un impôt doit être levé sur l'utilisation d'énergies non renouvelables en Suisse. De plus, les Vert'libéraux ont pris position contre l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels, pour le contre-projet à cette initiative et contre l'initiative dite « pour des impôts équitables ».

La présidente de l'assemblée Franziska Schöni-Affolter (Présidente du groupe parlementaire au Grand conseil bernois) a accueilli l'assemblée à Bienne. Elle a en particulier souhaité la bienvenue à la section du canton de Genève, qui a été fondée fin septembre 2010 et qui, lors de cette assemblée, a été acceptée comme 14^e section cantonale du parti vert'libéral suisse.

Prises de position

Martin Ballisser (secrétaire général de l'UDC) et Thomas Weibel (Conseiller national vert'libéral) ont expliqué l'enjeu de l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels et du contre-projet à cette initiative à l'assemblée. Après une discussion animée, les délégués ont choisi par 87 voix contre 1 de rejeter l'initiative et par 73 voix contre 13 d'accepter le contre-projet. Par 85 voix contre zéro, les Vert'libéraux donnent la préférence au contre-projet en cas d'acceptation des deux objets. Les Vert'libéraux pensent qu'il est évident que les immigrants doivent s'adapter aux lois, aux traditions et au mode de vie Suisse. Au contraire des initiants, les délégués du parti vert'libéral suisse considèrent l'immigration, respectivement un bon mélange des cultures comme un enrichissement. Du point de vue des Vert'libéraux, un vie harmonieuse demande avant tout des efforts de la part des immigrants, mais demande aussi de la tolérance et de l'engagement de la part des Suisses à tous les niveaux. Un non-respect des règles doit en revanche avoir des conséquences.

Un autre argument pour le contre-projet est le respect des accords internationaux. Certains principes de bases, comme les droits de l'homme ou la constitution fédérale, ne doivent pas être transgressés.

Par 65 voix contre 11 et 13 abstentions, les délégués des Vert'libéraux suisses ont pris position contre l'initiative populaire « pour des impôts équitables ». Markus Stadler, Conseiller aux états vert'libéral, a convaincu l'assemblée que le fédéralisme est une valeur importante dans la confédération suisse, et l'est également dans la politique fiscale. Aujourd'hui déjà, avec la répartition publique des tâches et la péréquation financière, on a des instruments efficaces pour permettre à la concurrence fiscale de rester un instrument sain. Il ne faut donc pas mettre plus de bâtons dans les roues de la souveraineté fiscale des cantons.

Réforme fiscale écologique

Afin de lutter efficacement contre la menace du changement climatique tout en favorisant la place économique et scientifique de la Suisse, les Vert'libéraux ont décidé de lancer une réforme fiscale écologique. Les énergies non renouvelables devront à l'avenir être imposées. L'augmentation du prix résultera sur un encouragement efficace aux économies

d'énergie. Cette augmentation du prix de l'énergie aura également pour résultat que l'efficacité énergétique des appareils aura une plus grande importance lors de l'achat.

Il y a beaucoup d'avantages à une telle réforme : l'impôt sur les énergies non renouvelables soutient efficacement le développement de technologies d'économies d'énergie, de sorte que la Suisse pourra se retrouver à nouveau à la pointe dans ce domaine. Cela implique de plus de nouvelles opportunités dans l'exportation de nouvelles technologies, en particulier dans le domaine des cleantechs. Cela assure à long terme de nombreux emplois intéressants et, de manière générale, notre bon niveau de vie.

Le fait de ne pas imposer les énergies renouvelables fait que celles-ci auront un clair avantage concurrentiel. Leur production sera donc encouragée. La demande en énergies renouvelables augmentera et il est donc prévisible que les énergies renouvelables produites en Suisse ou à l'étranger, mais utilisées en Suisse augmentera fortement. L'augmentation de la production d'énergie renouvelable et des économies d'énergie peut être tellement forte, qu'il ne sera pas nécessaire de remplacer les centrales nucléaires actuellement en exploitation en Suisse.

La réduction de la consommation d'énergie ainsi que l'augmentation de la production d'énergie renouvelable conduiront à une réduction de l'importation de pétrole, et gaz et d'uranium. La perte de capitaux au profit des pays producteurs d'énergies fossiles et fissiles s'en retrouvera ainsi réduite. Parallèlement, les émissions de CO2 seront fortement réduites et les objectifs de réduction d'émissions de CO2 pourront être atteints à l'aide d'outils du marché.

Afin que la pression fiscale n'augmente pas, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) doit être supprimée en même temps que la taxe sur l'énergie est introduite. En supprimant la TVA, ce sont environ 320'000 entreprises – avant tout des PME – qui se voient libérées d'une énorme charge administrative et donc d'un désavantage concurrentiel. Pour le consommateur final, c'est un rabais sur tous les biens de consommation, les services et les investissements qui se produira, qui en moyenne compensera l'augmentation du prix de l'énergie. Dans l'ensemble, le pouvoir d'achat du consommateur ne s'en retrouve donc pas réduit.

À travers le renoncement à la TVA, on libère des quantités importantes d'argent, qui pourront être utilisées à des fins plus utiles. La taxe sur les énergies non renouvelables est au contraire facile à percevoir, puisque ces énergies sont quasiment toutes importées et cette perception peut se faire par le service des douanes.

Les Vert'libéraux sont convaincus que l'approvisionnement énergétique de la Suisse doit se faire avant tout sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce n'est qu'ainsi que le chemin vers la société à 2000 Watts, qui est un bon chemin aussi bien du point de vue écologique qu'économique, pourra être tracé. L'initiative lancée aujourd'hui met en place les bonnes incitations écologiques et monétaires et donne en même temps des avantages concurrentiels durables à l'économie suisse.

Départs et arrivées

Jan Flückiger, ancien secrétaire général des vert'libéraux suisses et président du parti vert'libéral bernois a été chaleureusement remercié pour son énorme travail. Jan Flückiger a pris part au développement du parti pendant une période de forte croissance entre 2008 et 2010 de manière engagée. Avec son départ, le pvl perd un précieux collaborateur.

Le parti vert'libéral accueille officiellement la section genevoise, qui a été acceptée de manière unanime par les délégués.

De plus, les délégués ont élu les personnes suivantes au comité directeur national :
Stève Piaget (BS), Laurent Seydoux (GE), Marc Walpoth (GE), Werner Anderegg (SG) et Pierre Cherbuin (VD).